1. **- Un dispositif coûteux pour le consommateur mais avantageux pour Enedis**

**A - Un coût effectif total de 5,7 Md€**

**en euros courants**

Le coût du nouveau dispositif est constitué du coût du programme Linky mis en œuvre par Enedis et de celui des programmes des autres distributeurs (ELD).

S’agissant d’Enedis, le coût (5,39 Md€224) comprend celui de la phase d’expérimentation (0,15 Md€), celui de la phase de « déploiement massif » pour la période 2014-2021 (4,70 Md€) permettant d’atteindre un taux d’équipement de 90 % et enfin celui correspondant au passage, de 2022 à 2024, à un taux de 100 % (0,54 Md€).

**Le coût, ramené au compteur, est de 130 €.**

La fourniture du compteur proprement dit représente un tiers de ce coût, sa pose un autre tiers, le dernier tiers correspondant aux autres éléments du dispositif. Ceux-ci comprennent les systèmes d’information nécessaires au fonctionnement de l’ensemble et les 700 000 concentrateurs installés pour recevoir les informations des compteurs qui leur sont reliés (notamment les index télé-relevés) et les retransmettre vers le système central et, en sens inverse, retransmettre vers les compteurs les instructions reçues du système central, notamment les ordres relatifs à la gestion des compteurs à distance.

Les coûts de pose des compteurs ont été optimisés, mais cette optimisation a été faite au détriment de la communication avec les usagers : en effet l’installateur n’a que peu de temps pour expliquer le fonctionnement du compteur puisque le temps total de pose est en moyenne de 30 minutes.

Enfin, s’agissant des entreprises locales de distribution, si le chiffrage n’est pas encore disponible, il peut être approché en retenant 5/95èmes du coût du dispositif Linky, soit 0,28 Md€. Ce coût est

1. Ce coût est nettement plus élevé que celui sur lequel Enedis communique (4,5 Md€), du fait de la non prise en compte de l’expérimentation, de la phase permettant de passer de 90 à 100 % d’équipement et de certains systèmes d’information nécessaires pour mettre en service certaines fonctionnalités de Linky (250 M€).

Rapport public annuel 2018 – février 2018

Cour des comptes - www.ccomptes.fr - @Courdescomptes

254 COUR DES COMPTES



probablement sous-évalué, les ELD ne pouvant bénéficier des mêmes économies d’échelle qu’Enedis.

**Tableau n° 1 : le coût total des programmes communicants (Md€)**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | Montant |
|  | |  |
| *Linky : expérimentation* | | 0,15 |
|  | |  |
| *Linky : déploiement massif (2015-2021)* | | 4,70 |
| dont : | Achat et pose des compteurs | *2,98* |
|  | Achat et pose des concentrateurs et postes | *0,45* |
|  | Systèmes d’information | *0,61* |
|  | Autres | *0,66* |
|  | |  |
| *Linky : déploiement 2022-2024* | | 0,54 |
|  | |  |
| *Programmes des entreprises locales de distribution (ELD)* | | 0,28 |
|  |  |  |
| ***Total*** |  | **5,67** |
|  |  |  |

*Source : Enedis et Cour*

Au total, le coût de la mise en œuvre des compteurs communicants, telle que définie par la règlementation, peut être estimé à près de 5,7 Md€ courants.

**B - Des conditions avantageuses pour Enedis,**

**un financement assuré par les usagers**

Le montant facturé au consommateur par le fournisseur correspond

* la fourniture d’électricité proprement dite pour 46 %, à l’acheminement pour 27 % et aux taxes pour 27 % (en moyenne en 2015). La redevance d’acheminement pour le transport, la distribution de l’électricité et le comptage de sa consommation est déterminée par les tarifs d’utilisation des réseaux publics de transport et de distribution d’électricité (TURPE), qui couvrent notamment l’amortissement des investissements. Les éventuelles dérives financières des projets des distributeurs sont ainsi finalement toujours répercutées à l’usager.

La CRE a donc cherché à définir pour le projet Linky des règles particulières, incitant Enedis au respect des coûts d’investissement, des délais de déploiement et des niveaux de performance. Elle a aussi cherché

* ce que le nouveau système ne donne pas lieu à une augmentation de la redevance d’acheminement.

Rapport public annuel 2018 – février 2018

Cour des comptes - www.ccomptes.fr - @Courdescomptes



**1 - Un différé tarifaire au coût excessif**

Pour que l’installation des nouveaux compteurs ne se traduise pas par une augmentation immédiate de la redevance se répercutant sur la facture d’électricité des consommateurs dès 2014, la CRE a défini un mécanisme de différé tarifaire, dont l’objectif est de prendre en compte, pour la détermination du tarif de l’électricité au consommateur, le financement de l’investissement seulement lorsque Enedis sera en mesure de réaliser les gains attendus (réduction des pertes, télé-relève, interventions à distance), c'est-à-dire lorsque 90 % des compteurs Linky seront posés225. Ce mécanisme neutralise, jusqu’en 2021, l’écart entre d’une part le tarif qui résulterait de l’application normale des règles de calcul de la redevance, qui prendrait en compte le programme Linky, et d’autre part le tarif qui aurait été appliqué si le programme n’avait pas été réalisé. **Ce différé constitue donc une avance faite par Enedis, remboursée par les consommateurs à partir de 2021. Le taux d’intérêt de cette avance est de 4,6 % et les intérêts s’élèvent à 785 M€ au total sur la période 2015-2030, soit en moyenne 49 M€ par an.**

Le financement du différé est réalisé, pour la première tranche (3 millions de compteurs), sur fonds propres d’Enedis et, pour la deuxième tranche (31 millions de compteurs), notamment par un prêt intragroupe au taux de 0,77 % adossé à un financement de la Banque européenne d’investissement (BEI). Enedis bénéficie donc d’un différentiel de rémunération de 3,83 %, pour la part financée par le prêt intragroupe. En faisant l’hypothèse que 10 % du montant total du différé est financé sur fonds propres et que le complément est financé par emprunt au taux de 0,77 %, **le coût moyen du différé serait pour Enedis de 1,8 %, soit une marge de 2,8 % correspondant à un surcoût pour les usagers de 506 M€ en euros courants et de 464 M€2014 en euros constants sur la période 2014-2031.**

225 M. Éric Besson, ministre chargé de l’industrie, de l’énergie et de l’économie numérique, avait annoncé le 28 septembre 2011 que le déploiement des compteurs communicants serait gratuit pour le consommateur.

Rapport public annuel 2018 – février 2018

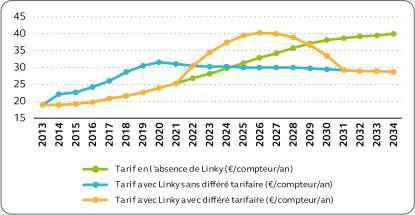
Cour des comptes - www.ccomptes.fr - @Courdescomptes

256 COUR DES COMPTES



**Graphique n° 1 : incidence du différé tarifaire sur le tarif moyen**

**pour le comptage\* (€ par an et par compteur)**



*Source : données Commission de régulation de l’énergie, calculs et présentation Cour des comptes*

*Note : \*rémunération d’Enedis, amortissement et fonctionnement du système de comptage*

De plus, le différé tarifaire n’aura que partiellement l’effet annoncé puisque le tarif sera, entre 2022 et 2029, plus élevé que celui qui aurait été appliqué si le programme n’avait pas été réalisé (cf. graphique ci-dessus).

**2 - Le financement du projet et les incitations généreuses prévues**

S’agissant des coûts prévisionnels d’investissement, l’incitation à les respecter repose sur la modulation du taux de rémunération des actifs, fixé pour Linky à 9,25 % : en cas d’économies par rapport aux coûts prévisionnels, ce taux peut être porté jusqu’à 9,75 % et, en cas de surcoût, diminué jusqu’à 5,25 %. Dans le cas nominal (9,25 %), Enedis bénéficie d’un bonus de 0,65 ou de 2,55 points par rapport à ses autres investissements226.

S’agissant du respect des délais de déploiement, en cas de retard, des pénalités proportionnelles au nombre de compteurs non posés ou non communicants (de 5,40 à 16,20 € par compteur), sont appliquées à chaque passage de jalon (fin 2017, fin 2019 et fin 2021). Mais la pénalité n’est contraignante que pour un retard important sur le calendrier de pose : en

1. Ces autres investissements font l’objet d’une rémunération respectivement de 8,6 % et 6,7 % pour la période 2014-2017 et pour la période 2017-2021. Ainsi, en fonction de la référence choisie, le bonus est 0,65 ou de 2,55 points.

Rapport public annuel 2018 – février 2018

Cour des comptes - www.ccomptes.fr - @Courdescomptes

|  |  |
| --- | --- |
|  | 257 |



cas de rattrapage du calendrier avant la fin du déploiement ou d’écart inférieur à 4 % par rapport au nombre prévisionnel de compteurs communicants au 31 décembre 2021, aucune pénalité n’est appliquée.

S’agissant de la performance du système de comptage Linky, l’objectif est d’inciter Enedis à atteindre et maintenir un niveau de performance élevé, condition nécessaire à la réalisation des gains en matière de gestion du réseau (interventions à distance, fin de la relève à pied, baisse des pertes non techniques, rapidité de détection et d’intervention en cas d’incident, etc.). Cette incitation se fait par un autre bonus, répercuté lui aussi sur la facture du consommateur, d’un montant annuel équivalant à 1 % de la valeur prévue des investissements. Si les indicateurs retenus conditionnant le bonus paraissent pertinents227, ils ne suffisent cependant pas en eux-mêmes à assurer que les objectifs finaux du programme seront atteints.

**Au total, si Enedis respecte en 2019 les coûts, les délais et les niveaux de performance, sa rémunération globale s’élèvera, en prenant en compte l’ensemble des incitations, à 10,3 % de la valeur actualisée nette des actifs. Elle pourrait même être supérieure en cas d’économies par rapport aux coûts prévisionnels (de l’ordre de 11 % de la valeur des actifs en cas d’économies de 20 %) et seules des dérives importantes amèneront réellement à pénaliser l’entreprise, et ce de façon limitée puisque, les pénalités étant plafonnées, Enedis est assurée d’avoir une rémunération d’au moins 5,25 %.**

**Ainsi le différé tarifaire et les incitations financières permettront à Enedis de bénéficier de conditions de rémunération avantageuses.**